

[Texte]

graph—is there, that the growth in Alberta or in British Columbia is going to continue at the present rate?

Mr. Wasiuta: Sir, when you change the assumptions, of course, the conclusions have to be different. Obviously, if you change the conditions, then these conclusions do not apply. But I do not see what purpose is served in making these speculations. After all, we do have the oil sands; we do have the natural resources. Why even consider them not being here and what might happen?

Mr. Orlikow: If one looks at the difficulties we have had to persuade the oil and gas industry to go into using the oil sands, there are obvious reasons for wondering if growth will continue. Unless you are suggesting that the Canadian taxpayers all across Canada should be prepared to give the tremendous tax concessions to a hundred Syncrudes, then you are not going to get that development.

Mr. Wasiuta: Perhaps somebody else here might be able to tell us how many applications we have for oil sand development. There does not seem to be any real reluctance on the part of these people in developing the oil sands.

Mr. Orlikow: On the basis of the same kind of tremendous tax concessions given to the developers of Syncrude?

Mr. Wasiuta: Who gave them the tax concessions?

Mr. Orlikow: Well, I am just asking you: Is that what you want? Is that what you are expecting, that we should give the industry all the tax concessions, all the write-offs, all the freedom to export, without any concern about meeting the Canadian price or anything else? If that is what you want, then you should say so, and we can act accordingly.

Senator Prowse: Mr. Chairman, on a point of order.

We are here to discuss immigration. The way we are going, we are off on a subject we could spend another nine months at and not be beyond where we are right now. I suggest that you take control and get this back to immigration. If he wants to ask him about immigration, do it; if they want to talk about something else, let him go down and buy him a coffee.

Some hon. Members: Hear, hear!

The Joint Chairman (Senator Riel): Thank you, Senator Prowse. Have you concluded, Mr. Orlikow?

Mr. Orlikow: All right.

The Joint Chairman (Senator Riel): Mr. Lee.

Mr. Lee: Mr. Chairman, I think we have had the opportunity to read the brief. I have read it over very quickly, and I think you are suggesting that Canada may adopt somewhat of a restrictive policy on immigration and that this may not be in the best interests, say, for western Canada, Alberta in particular. I think this is the major thrust of what Dr. Harries' brief is trying to project. Is that correct?

[Interprétation]

solution aux dommages économiques que causent les méthodes actuelles d'extraction des sables bitumineux, quelles preuves aurions-nous, si ce n'est de tracer des lignes sur un graphique, que l'expansion va se maintenir à son rythme actuel, en Alberta et en Colombie-Britannique?

M. Wasiuta: Monsieur, modifions les hypothèses et nous obtenons évidemment des conclusions différentes. Modifions les conditions, et ces conclusions ne s'appliquent plus. Je ne vois toujours pas à quel but vous voulez en venir en faisant ces suppositions. Après tout, nous avons des sables bitumineux et nous avons des ressources naturelles. Pourquoi nous arrêter même un instant à imaginer ce qu'il adviendrait si nous ne les avions pas?

M. Orlikow: Si l'on songe aux difficultés que nous avons dû surmonter pour convaincre l'industrie du pétrole et du gaz d'utiliser les sables bitumineux, on comprend clairement pourquoi on peut s'interroger sur le maintien de l'expansion. A moins que vous ne croyiez que les contribuables canadiens de tout le pays devraient être prêts à accorder d'énormes dégrèvements à une centaine de *Syncrudes*, alors, ce développement n'est pas possible.

M. Wasiuta: Quelqu'un d'autre ici pourrait peut-être nous dire à combien s'élèvent les applications de l'exploitation des sables bitumineux. Ces gens ne semblent pas réellement s'opposer à l'exploitation des sables bitumineux.

M. Orlikow: En se fondant sur les mêmes énormes dégrèvements accordées aux exploitants de *Syncrude*?

M. Wasiuta: Qui leur a accordé ces dégrèvements?

M. Orlikow: Je vous demande seulement si c'est bien ce que vous voulez. Est-ce bien ce que vous attendez, que nous accordions à l'industrie tous les dégrèvements, toutes les défalcatons, toute liberté d'exporter, sans se préoccuper des prix canadiens, ni d'autre chose? Si c'est ce que vous voulez, vous devriez le dire et nous pourrions agir en conséquence.

Le sénateur Prowse: Monsieur le président, à propos d'une motion d'ordre.

Nous sommes réunis pour traiter de l'immigration. D'après la tournure que prend la discussion, nous bifurquons sur un sujet dont nous pourrions nous entretenir encore neuf mois, sans être plus fixés que nous ne le sommes maintenant. Je propose que vous preniez les choses en main et que nous revenions à la question de l'immigration. Si on veut l'interroger à propos de l'immigration, qu'on le fasse; si on veut parler de quelque autre sujet, qu'on se réunisse ailleurs, une tasse de café à la main.

Des voix: Très bien! Très bien!

Le coprésident (sénateur Riel): Merci, sénateur Prowse. Avez-vous terminé, monsieur Orlikow?

M. Orlikow: Très bien.

Le coprésident (sénateur Riel): Monsieur Lee.

M. Lee: Monsieur le président, je crois que nous avons eu la possibilité de lire le mémoire. Je l'ai moi-même parcouru très rapidement et, si j'ai bien compris, vous proposez que le Canada adopte une politique quelque peu restrictive en matière d'immigration et vous soutenez qu'une telle mesure ne serait peut-être pas dans les meilleurs intérêts, disons, de l'Ouest du Canada, de l'Alberta, en particulier. Je crois que c'est le point principal auquel veut en venir le mémoire de Monsieur Harries. Ai-je raison?